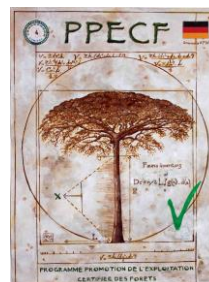


**Formulaire de demande de Co-financement**  
A renvoyer à l'adresse [ppecf.comifac@gmail.com](mailto:ppecf.comifac@gmail.com)



à travers la KFW



**PARTIE I**

**1. COORDONNEES DU CANDIDAT**

<b>Nom de l'organisation / société</b>	PEFC International
<b>Nom du contact</b>	Rémi Sournia
<b>Adresse</b>	CP 636, 10 Route de l'Aéroport, 1215 Genève 15, Suisse
<b>Téléphone</b>	+41 22 799 45 40
<b>Fax :</b>	+41 22 799 45 50
<b>E-mail :</b>	<a href="mailto:development@pefc.org">development@pefc.org</a>

**2. TITRE DE L'INTERVENTION PROPOSEE**

Programme pour la reconnaissance et la mise en œuvre du PAFC Cameroun

**3. STATUT INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE DU CANDIDAT**

ONG à but non-lucratif, enregistrée en Suisse, n° CH66062650087  
49 membres nationaux sur les cinq continents dont en 3 Afrique centrale : PAFC Cameroun, PAFC Gabon et PAFC Congo.  
Parmi ces 49 membres, 39 ont des systèmes nationaux de certification reconnus par PEFC dont la Chine, les plus gros importateurs européens de bois africains et le Gabon en Afrique.

**4. EMPLACEMENT GÉOGRAPHIQUE DE L'INTERVENTION**

PAYS	REGION / PROVINCE	NOM UFA /UGF (pour les concessionnaires)
Cameroun	Yaoundé	PAFC Cameroun
Cameroun	Douala	Formation des auditeurs
France	Paris	COFRAC

## 5. DATES PREVISIONNELLES, DUREE, BUDGET, FINANCEMENT DEMANDE

Date début	Date fin	du	01/11/2017	au	31/08/2018
Durée	10 mois				
Budget estimé	78.026 € dont 50.370 € à la charge du PPECF 2				
Financement demandé	65%				

## 6. RESUME DU PROJET (une page maximum)

Ce projet a pour but de finaliser la reconnaissance du système de certification PAFC Cameroun par le PEFC Council puis sa mise en œuvre.

La certification PAFC est aujourd'hui présente au Gabon et le Cameroun avance dans cette direction. Il existe également un PAFC en République du Congo et cette association est devenue membre de l'alliance PEFC mi-2017.

En avril 2017, l'association PAFC Cameroun a soumis pour reconnaissance son système de certification de gestion durable des forêts. Cette reconnaissance est à l'heure actuelle dans la phase d'évaluation externe. En septembre 2017, l'évaluateur indépendant a visité PAFC Cameroun et rencontré les différentes parties prenantes camerounaises liées au secteur forêt-bois du pays. Afin d'achever cette phase de reconnaissance du PAFC Cameroun, il est tout d'abord nécessaire de réviser le schéma de certification afin de répondre aux commentaires de l'évaluateur et ainsi être pleinement en conformité avec les exigences minimales du PEFC Council pour l'endossement d'un système de certification. Cette finalisation demandera un complément d'évaluation par l'évaluateur indépendant, ainsi qu'un travail conséquent pour les bénévoles de PAFC Cameroun œuvrant à cette révision et enfin un travail de traduction entre les versions anglaises et françaises. Toutes ces modifications

Par ailleurs, afin de favoriser l'utilisation par les opérateurs forestiers du standard de gestion forestière PAFC Cameroun, un guide pratique d'audit du standard sera élaboré comprenant un guide d'interprétation du standard et une grille d'audit.

Enfin, le dossier d'ouverture d'un programme d'accréditation d'organismes de certification pour le système de certification PAFC Cameroun auprès de l'organisme d'accréditation français du COFRAC sera préparé et financé afin de faciliter les démarches pour les bureaux de certification et par conséquent permettre la tenue d'audit PAFC Cameroun pour les opérateurs forestiers.

### Livrables attendus :

- o Schéma de certification PAFC Cameroun revu et approuvé par l'AGE de PAFC Cameroun avec des versions en français et en anglais ;
- o Programme d'accréditation ouvert auprès du COFRAC pour le système de certification PAFC Cameroun ;
- o Guide d'interprétation du standard de gestion forestière de PAFC Cameroun.

### Activités entreprises :

- Révision des documents en anglais du schéma de certification PAFC Cameroun suite aux remarques de l'évaluateur indépendant ;
- Finalisation du processus d'évaluation indépendante dans le cadre du processus de reconnaissance par PEFC du système de certification PAFC Cameroun ;
- Traduction des documents révisés en français ;
- Développement d'un guide pratique d'audit pour le standard PAFC Cameroun incluant un guide d'interprétation à l'attention et des auditeurs et des entreprises ainsi qu'une grille d'audit ;
- Validation de ces divers documents par des Assemblées Générales Extraordinaires de PAFC Cameroun ;
- Formation d'auditeurs au standard de gestion forestière de PAFC Cameroun ;
- Ouverture d'un programme d'accréditation d'organismes de certification pour le système de certification PAFC Cameroun auprès de l'organisme d'accréditation français du COFRAC.

## **PARTIE II : L'INTERVENTION**

### **Section 1 : CONTEXTE**

#### **7. MOTIVATION DE L'INTERVENTION (150 mots maximum)**

Développer une alternative pour la certification de la gestion durable des forêts africaines afin de rendre la certification accessible et efficace pour tous les types d'opérateurs en l'adaptant à chaque contexte national.

Le principe sur lequel s'est construit PEFC est le développement de systèmes de certification nationaux élaborés par les parties prenantes et pour tous les opérateurs locaux. Consensus et représentation équilibrée des acteurs sont nos piliers. Ces trois éléments permettent aux standards nationaux reconnus d'être plus facilement acceptés et mis en œuvre par les opérateurs car adaptés à leur contexte en plus de les avoir consultés lors de son élaboration.

Cette nouvelle approche permettra un ancrage plus fort de la certification dans le Bassin du Congo et de toucher un plus grand nombre d'opérateurs et de diversifier le potentiel d'opérateurs certifiés. La certification dans le Bassin, stagnant depuis quelques années, s'en trouvera relancée.

#### **8. CONTEXTE DE L'INTERVENTION (150 mots maximum)**

PEFC est une alliance entre systèmes nationaux de certification de gestion durable des forêts. Depuis 2011, PEFC International a mis en place une initiative pour supporter le développement de systèmes nationaux PAFC dans le Bassin du Congo, notamment au Gabon, au Cameroun et en République du Congo.

En premier lieu, PEFC, à travers cette intervention, souhaite supporter techniquement et relationnellement les partenaires œuvrant au Cameroun, au Gabon et en République du Congo.

PEFC souhaite également, à moyen terme, souhaite soutenir l'élargissement de l'initiative PAFC aux autres pays membres de la COMIFAC. Un partenariat plus soutenu avec l'ATIBT et la COMIFAC est ainsi envisagé.

Il est ainsi stratégique qu'un deuxième système de certification PAFC puisse être reconnu puis mise en œuvre dans la sous-région dans les plus brefs délais afin d'accumuler de l'expérience en vue du développement d'une approche régionale permettant de minimiser les coûts de la certification, et au niveau de son développement et de sa mise en œuvre ce qui permettra de minimiser les coûts pour les entreprises.

#### **9. DEFINITION DE L'OBJECTIF POURSUIVI (500 mots maximum)**

L'objectif général est défini au point 7.

Les quatre sous-objectifs à atteindre sont :

- Révision du schéma PAFC Cameroun afin de répondre aux exigences du PEFC Council,
- Ouverture d'un programme d'accréditation auprès du COFRAC,
- Formation d'auditeurs au standard de gestion forestière PAFC Cameroun,
- Développement d'un guide d'interprétation du standard PAFC Cameroun de gestion forestière et d'une grille d'audit afin de favoriser le dialogue entre auditeurs et entreprises et faciliter la mise en œuvre du standard par les entreprises

#### **10. BENEFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES (400 mots maximum)**

Plusieurs institutions seront bénéficiaires des actions mises en place dans le cadre de ce programme:

- Les opérateurs forestiers œuvrant au Cameroun : une alternative à FSC leur sera proposé pour la certification de la gestion durable des forêts ; le guide leur permettra de la mettre en œuvre de manière plus simple, efficace et assurée ; le financement de l'ouverture du programme d'accréditation permettra de limiter les coûts pour les entreprises et donc favoriser l'accessibilité du plus grand nombre d'opérateurs ;
- PAFC Cameroun: appui financier pour faciliter leur travail ;
- Les organismes de certification : capitalisation du processus d' accréditation auprès du COFRAC ;COFRAC.
- Le gouvernement Camerounais qui verra ses recettes augmenter du fait de l'augmentation du nombre d'opérateurs certifiés ;
- La future approche régionale car cette mise en œuvre permettra de gagner en expérience et donc en qualité dans le développement de l'approche régionale.

## Section 2 : L'INTERVENTION

11. QUEL EST LE DEGRE D'INSERTION DE L'INTERVENTION DANS UNE DEMARCHE D'ECOCERTIFICATION ? (200 mots maximum).

**100%**

Le projet vise à mettre en œuvre et d'opérationnaliser le système camerounais de certification de gestion durable des forêts PAFC Cameroun. Cela permettra ainsi à certaines entreprises qui sont en attente de cette possibilité de se faire certifier.

12. EN QUOI L'INTERVENTION REpond-ELLE AUX OBJECTIFS GENERAUX DU PPEFC? (200 mots maximum)

*Consultez les notes directives pour obtenir des informations sur les domaines thématiques du PPEFC et son cadre logique en annexe IX des conditions particulières*

Ce projet est tout à fait en ligne avec le cadre logique du programme car il œuvre à la mise en place de conditions à même de permettre l'expansion de la certification de la gestion durable au Cameroun. En effet, l'apparition d'une alternative à la certification FSC ayant pour objectif d'être tout aussi exigeante mais avec une approche de clarté permettra de mieux baliser le chemin pour des entreprises certifiées légalité (FLV-VLC ou OLB) d'aller vers une certification de la gestion durable des forêts, tout en permettant aux entreprises qui feront de la double certification de s'ouvrir plus de marchés notamment en Europe.

13. HYPOTHESES & RISQUES (200 mots maximum)

*Indiquer les mesures d'atténuation des risques.*

**Risque :**

- Malgré la révision de son système suite aux commentaires de l'évaluateur indépendant, le système PAFC Cameroun ne remplit pas toutes les exigences minimales de PEFC et ne se fait pas reconnaître
- L'accréditation est plus compliquée malgré l'expérience acquise au travers du processus PAFC Gabon.

**Mesure d'atténuation :**

- La première partie de ce projet donnant les moyens à PAFC Cameroun d'œuvrer et d'obtenir un retour supplémentaire de l'évaluateur indépendant est la seule et meilleure mesure d'atténuation de ce risque.
- Des contacts ont déjà été pris avec le COFRAC ainsi que l'envoi du standard. Par ailleurs, l'expérience acquise avec PAFC Gabon et le partenariat avec Bureau Veritas Douala permettra d'éviter un certain nombre de problèmes et de passer par une extension du périmètre et il ne sera plus nécessaire de mettre en place une accréditation complète pour BV Douala.

#### 14. BUDGET DETAILLE DE L'INTERVENTION

Veillez fournir un budget détaillé du projet au format Microsoft Excel (**annexe III du modèle de Convention**) et le joindre à cette candidature. Lorsqu'une partie des fonds du projet sera issue d'une autre entité que PPECF, veuillez-vous assurer que ces contributions sont clairement identifiées et imputées. Consultez les notes directives pour obtenir des informations sur les catégories de budget. **Le budget doit impérativement être libellé en EURO**

#### 15. CADRE LOGIQUE DE L'INTERVENTION

Veillez démontrer à l'aide de **l'annexe VIII** que l'intervention s'inscrit bien dans le cadre logique du Programme tel que présenté à l'annexe IX.

**CHECKLIST** avant envoi à l'adresse email [\*ppecf.comifac@gmail.com\*](mailto:ppecf.comifac@gmail.com)

Avant d'envoyer votre proposition, veuillez vérifier que votre demande est complète en contrôlant les points suivants :

- Le formulaire (annexe I) de demande et ses annexes (III et VIII) sont complets et remplis conformément aux instructions fournies dans le formulaire de demande.
- Le formulaire de demande (Annexe I) et les annexes (III et VIII) appropriées sont soumis en version électronique (sur format word et excel exclusivement).
- Les trois annexes (I, III et VIII) sont rédigées en français.
- Le budget et les sources de financement escomptées éventuelles sont présentées selon le format du formulaire de demande (annexe III) et libellés en Euros (€).
- Les informations fournies dans le cadre logique de l'intervention (annexe VIII) sont présentées de manière claire et suffisamment détaillées pour faciliter une gestion et un contrôle efficaces du Programme et l'établissement de rapports d'avancement.
- La Charte du Programme (annexe II) applicable au contrat a été étudiée avec attention, si bien qu'avant de s'engager dans la préparation de l'Intervention, votre organisation est informée de ses droits et obligations dans le cas où votre proposition satisfait à l'ensemble des critères d'évaluation administrative et technique et où un contrat est proposé à votre organisation.